

<https://www.pressegauche.org/Main-d-oeuvre-dans-les-CPE-Le-gouvernement-fait-fausse-route-SQEES-FTQ>



# Main-d'oeuvre dans les CPE : Le gouvernement fait fausse route (SQEES-FTQ)

- Communiqués -

Date de mise en ligne : lundi 26 avril 2021



---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**MONTRÉAL, le 26 avril 2021 - Le Syndicat québécois des employées et employés de service, affilié à la FTQ, SQEES-FTQ, a pris connaissance de l'annonce gouvernementale en lien avec l'investissement 64 M\$ visant à répondre au besoin de main-d'oeuvre dans les services de garde éducatifs.**

« Le gouvernement ne peut pas prétendre sérieusement s'attaquer au manque d'éducatrices en CPE avec cette annonce. En misant sur l'attestation d'étude collégiale, soit la formation de courte durée, on mise sur la formation d'éducatrices non qualifiées plutôt que qualifiées. Non seulement c'est un nivellement par le bas que propose le gouvernement en voulant former 2400 éducatrices non qualifiées, mais ils cantonnent ces nouvelles arrivées à des horaires de remplacement en CPE qui ne peuvent pas dépasser 12 semaines. Autrement dit, il est impossible d'offrir des postes permanents et attractifs à celles qui suivront le cheminement proposé par le gouvernement », se désole Sylvie Nelson, présidente du SQEES-FTQ.

En effet, les conventions collectives en vigueur dans les CPE, dans un souci de qualité des services éducatifs à la petite enfance, prévoient de limiter les éducatrices non qualifiées à des remplacements pouvant atteindre un maximum de 12 semaines et une reconnaissance de l'expérience (qualification) après 3 ans d'expérience (1664 heures par année). « C'est donc un minimum de 3 ans d'instabilité et de disponibilités sur les listes de rappel qui est proposé par le ministre Lacombe. On est loin de la grande séduction ! », expose Mme Nelson.

« Si le gouvernement veut vraiment s'attaquer au manque de main-d'oeuvre dans les services de garde éducatifs à la petite enfance, qu'il négocie de bonnes conventions collectives. C'est en améliorant les salaires et les conditions de travail et d'emploi qu'on valorise réellement le rôle d'éducatrice et qu'on s'attaque à la rétention et à l'attraction du personnel. Ça tombe bien, nous sommes présentement en négociation pour le renouvellement des conventions collectives. Nous invitons le gouvernement à démontrer qu'il a à coeur le problème de main-d'oeuvre en faisant des offres qui sont à la hauteur pour enfin régler la situation. », conclut la présidente du SQEES-FTQ, Sylvie Nelson.